

LEÇONS TIRÉES DE L'ÉVALUATION

1



© xuanhuongho
Enfant portant des feuilles
de riz.

Sécurité alimentaire

Assurer la sécurité alimentaire en présence de la COVID-19

En même temps qu'il faut contenir la propagation de la COVID-19 et répondre aux besoins médicaux, chantier herculéen, d'autres périls menacent à l'arrière-plan d'avoir eux aussi des répercussions dévastatrices. Partout dans le monde, la sécurité alimentaire des personnes pauvres et vulnérables, notamment celle des femmes et des enfants, est mise en danger par l'absence d'épargne personnelle, l'impossibilité de stocker de la nourriture plus de quelques jours, la désorganisation et les carences des filières agroalimentaires, la saturation des services publics et des perturbations majeures de l'offre et de la demande. À cela s'ajoute le fait que les personnes fragiles sont déjà victimes de la malnutrition et de ses conséquences préjudiciables sur la santé.

La présente note rend compte des éléments et des enseignements provenant d'évaluations relatives à la sécurité alimentaire qui peuvent éclairer l'action pendant et après la pandémie de COVID-19. Les éléments en question ont pour origine plus de 50 évaluations dues aux membres de la Coalition mondiale d'évaluation de la réponse à la COVID-19. Ces évaluations portent y compris sur les ripostes à des épidémies antérieures, par exemple d'Ébola ou de grippe aviaire. Cette note s'appuie aussi sur les leçons tirées d'une synthèse de données d'évaluation sur ce qui donne des résultats et ce qui n'en donne pas face à des problèmes de sécurité alimentaire. Partir d'évaluations de la sécurité alimentaire permet de dégager une première série de principes à prendre en compte et sur lesquels s'appuyer avant de concevoir des approches innovantes dans une situation inédite.

« Il y a sécurité alimentaire lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active », Sommet mondial de l'alimentation, 1996.

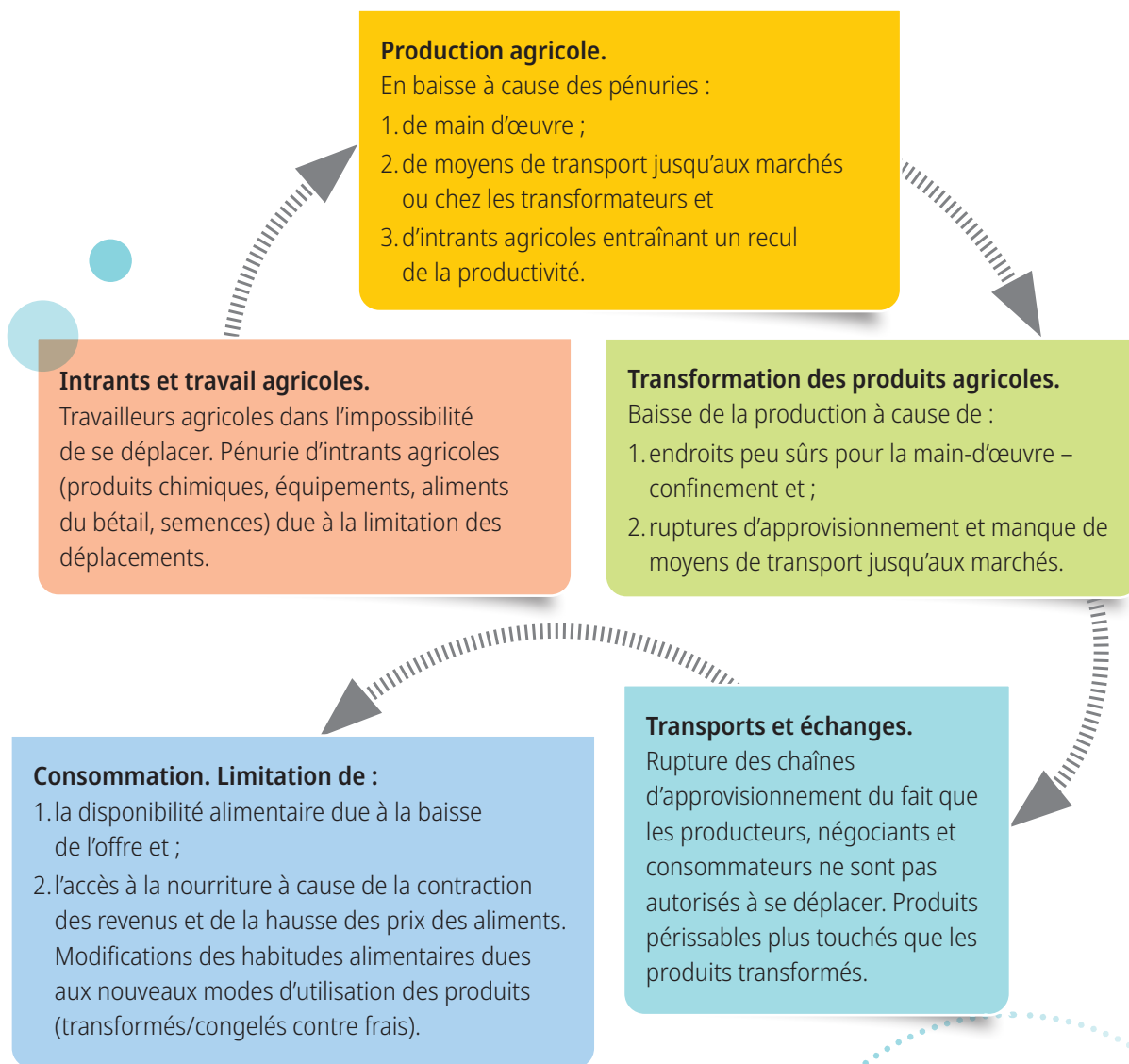
Les données issues d'évaluations permettent de tirer des leçons du passé et de s'appuyer sur les stratégies payantes.

La Coalition mondiale d'évaluation de la réponse à la COVID-19 est un réseau d'unités d'évaluation indépendantes de pays, d'organisations des Nations Unies, d'ONG internationales et d'institutions multilatérales. Elle a pour but de fournir des données fiables pour éclairer la coopération internationale visant à combattre la pandémie – afin que des leçons soient tirées de l'expérience et ce que la communauté mondiale du développement tienne ses promesses. **La Coalition entend apprendre avec le monde.**

1 LEÇONS TIRÉES DE L'ÉVALUATION

Sécurité alimentaire

**Effets dommageables de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire :
contraintes dans la chaîne d'approvisionnement**



Sécurité alimentaire

1. En cas de graves perturbations de l'offre et de la demande, viser la préservation ou la réinvention des chaînes de valeur et l'appui à la diversification.

■ Il ressort des évaluations qu'il est important de soutenir les petits exploitants, en particulier ceux dont les produits sont exportables. En Sierra Leone, pays touché par la crise sanitaire de l'Ebola, les effets préjudiciables sur la sécurité alimentaire ont été ressentis au premier chef par les acteurs de l'agriculture commerciale qui avaient besoin de vendre leurs produits mais n'y parvenaient pas à cause de la limitation des déplacements. La « crise des prix alimentaires » de 2007-08 a rappelé la nécessité de sauvegarder l'offre d'aliments et d'éviter les restrictions commerciales.

Les évaluations indiquent qu'il est important d'analyser les risques dans les projets de soutien au développement des chaînes de valeur, sans omettre les mécanismes d'intervention en cas de choc, et recommandent que les actions de développement prennent acte des risques et prévoient des activités économiques et des sources de revenus de remplacement pour les petits producteurs.

Les projets de développement des chaînes de valeur les plus fructueux sont ceux qui obéissent à une approche intégrée et flexible. Par exemple, au Bangladesh, le programme Safal s'est appliqué des intrants aux débouchés, en accordant une place centrale aux agriculteurs et en privilégiant différents produits alimentaires à forte valeur ajoutée (produits laitiers, légumes et poisson), principalement à destination du marché local. L'intensité et la souplesse de la démarche ont permis de réagir aux problèmes et aux opportunités qui se présentaient, et l'effet sur les revenus et la sécurité alimentaire a été notable, même pour les ménages disposant de très peu de terres.

2. Les crises de sécurité alimentaire exigent une action rapide suivie d'engagements à long terme de façon à optimiser les chances de succès et à favoriser des résultats durables (appréhension multiproblématiques des situations).

■ Agir vite

La COVID-19 exacerbe des problèmes sous-jacents du fait des répercussions du confinement sur l'accès à la nourriture. Selon les évaluations, les réactions aux chocs nécessitent souvent un financement des donateurs et il est difficile de réagir en temps voulu. L'épisode d'El Niño de 2015-16 a entraîné de graves sécheresses en Afrique orientale et australe ainsi que dans certaines régions de l'Asie-Pacifique. Des millions de familles ont eu du mal à satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base, des gens sont morts, des ménages ont dû vendre leurs biens et leur patrimoine a été dévalorisé, et les acquis du développement des années précédentes, vitaux, ont été anéantis.

Dans le cas des crises prolongées, il est crucial de réunir rapidement les informations recueillies localement, qui renseignent les pouvoirs publics et les donateurs. Une évaluation de l'action menée face à la sécheresse qui a frappé la Papouasie-Nouvelle-Guinée en 2016 a souligné l'importance de cette collecte de données. Être en mesure de réagir précocement à l'insécurité alimentaire peut éviter de coûteuses interventions d'urgence. Les actions recommandées à la suite des évaluations comprennent la collecte d'informations en temps voulu, l'investissement dans la prévention et le renforcement de la résilience, sur la base d'un financement pluriannuel et prévisible de la préparation et de la réaction aux chocs, ainsi que le développement des capacités nationales de premiers secours.

■ Engagement à long terme

Une évaluation de l'action menée en urgence dans le Nord Est du Nigéria a montré l'importance de la capacité à porter cette action à une plus grande échelle, car il y avait lieu de penser que la sécurité alimentaire s'en trouverait améliorée. Cette montée en charge a pu compter sur le recrutement rapide d'un important effectif complémentaire localement, une chaîne d'approvisionnement efficace et des services communs. Il est ressorti d'une autre évaluation que la qualité des interventions d'urgence était amoindrie par les obstacles au développement et à l'entretien de l'accès à l'expertise nécessaire d'une crise à l'autre et entre les phases de l'action à mettre en œuvre face au risque.

L'action déployée en Éthiopie à la suite de la sécheresse et de ses conséquences sur la sécurité alimentaire a montré que la protection des populations touchées et les explications à leur donner requéraient une attention continue.

Sécurité alimentaire

2 (suite). Les crises de sécurité alimentaire exigent une action rapide suivie d'engagements à long terme de façon à optimiser les chances de succès et à favoriser des résultats durables (appréhension multiproblématiques des situations).

■ Appréhension multiproblématiques des situations

Les évaluations ont montré qu'il était de plus en plus nécessaire de mieux appréhender la dimension plurielle des situations lorsqu'il est question de sécurité alimentaire. Cela passe notamment par la coordination de la programmation de l'action humanitaire, des activités de développement et des efforts de règlement des conflits et de stabilisation. Une approche de cette nature conduit à une action rapide assortie d'un soutien à long terme à la suppression des obstacles systémiques et, parallèlement, à la mise en place des fondations d'un système durable. Les évaluations de huit programmes conduits dans des pays d'Afrique se sont intéressées à la précarité des résultats obtenus lorsqu'une distribution de nourriture destinée à sauver des vies n'est pas suivie d'activités de développement à plus long terme. Elles ont montré qu'une approche robuste était nécessaire pour faire en sorte que les bénéficiaires s'en remettent au soutien public ou passent à des moyens de subsistance plus durables le plus vite possible.

Dans le programme de sécurité alimentaire mené en République démocratique du Congo, l'appréhension multiproblématiques de la situation a donné de bons résultats. Ce dispositif répond à court terme à des besoins alimentaires urgents tout en renforçant la résilience à long terme face aux chocs récurrents, en privilégiant les femmes et les enfants. Mis en œuvre dans les provinces de l'Est où sévissent des conflits et l'Ebola, il s'appuie sur une combinaison de stratégies, notamment le renforcement des capacités des petits exploitants, les services après récolte, et la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Des passerelles ont également été établies avec d'autres programmes en cours, dont un programme de distribution alimentaire dans les écoles. Cette dernière initiative s'est révélée particulièrement fructueuse, car elle a permis de renforcer la sécurité alimentaire des enfants tout en améliorant l'accès des producteurs locaux au marché.

3. Les problèmes d'accès aux produits alimentaires peuvent être atténués quand il existe un système de protection sociale réactif aux chocs.

■ En 2014, l'épidémie d'Ebola qui a touché l'Afrique de l'Ouest a montré qu'il était important de s'attaquer à la crise non seulement sous l'angle médical, mais en la considérant comme une urgence humanitaire au sens large requérant d'autres mesures sociales, notamment des actions en faveur de l'éducation, des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire. Ces actions, par exemple les programmes de distribution alimentaire dans les écoles ou la création de jardins scolaires, se révèlent bénéfiques pour les enfants, leurs écoles et leur environnement. Les enfants font partie des personnes les plus atteintes par les mesures de confinement et de restriction des déplacements, car celles-ci se traduisent par l'arrêt des programmes de distribution alimentaire dans les écoles, qui sont fermées.

Lorsque des programmes de protection sociale sont déjà en place, par exemple des programmes de transferts en espèces à l'intention des populations les plus vulnérables, les systèmes existants peuvent être sollicités et renforcés, comme cela a été le cas pendant la crise alimentaire engendrée par El Niño en 2015-16 en Afrique orientale et australe.

D'après les évaluations menées en Guinée et au Mexique, pour que les programmes de protection sociale soient mis en œuvre efficacement, il faut disposer de listes de bénéficiaires à jour et d'instruments de suivi permettant d'assurer la transparence du soutien ou de l'aide apportée et de rendre des comptes.

Sécurité alimentaire

4. Parer aux problèmes de sécurité alimentaire nécessite une approche multisectorielle. Les évaluations ont établi qu'il était utile de conjuguer la disponibilité alimentaire, l'accès à la nourriture et l'utilisation des aliments avec :

■ Les approches visant l'égalité femmes-hommes et intersectionnelles

Les biais sociaux continuent d'exercer des contraintes notables sur la possibilité de disposer de sources de revenus et d'une alimentation suffisante, notamment en temps de crise. Il ressort des évaluations que les femmes jouent un rôle essentiel dans l'agriculture, mais qu'elles sont confrontées à des obstacles structurels importants. Au Sénégal, du fait de la prévalence de l'illettrisme, de certaines pratiques socioculturelles préjudiciables et des mariages et grossesses précoces, il est difficile de faire en sorte que les programmes de sécurité alimentaire aient un impact sur les femmes. Cependant, les catastrophes sont aussi, finalement, des occasions de réinventer le rôle de ces dernières et de faire progresser l'égalité femmes-hommes. Plusieurs innovations destinées aux femmes ont amélioré la production et leur place : de nouveaux outils de transformation du manioc aux Philippines, des séchoirs à poissons solaires au Malawi et une stratégie de commercialisation collective pour des productrices de haricots au Kenya et en Ouganda. Les responsables des programmes se sont employés à analyser le rôle des femmes dans les chaînes de valeur pour le comprendre et à remédier aux inégalités structurelles pour réduire les disparités entre les sexes. D'après les évaluations, la prise en compte systématique des inégalités entre hommes et femmes doit être précédée d'une analyse rigoureuse destinée à définir des objectifs réalistes et mesurables.

■ La programmation nutritionnelle

Les évaluations ont montré que l'éducation à la nutrition jouait un rôle vital pour faire le lien entre développement agricole et changements sociaux et comportementaux nécessaires à l'amélioration de la santé.

■ La sensibilisation à l'hygiène

En Guinée, une évaluation a indiqué que combiner des interventions dans les domaines de la sécurité alimentaire, d'une part, et de la sensibilisation et de la formation à l'hygiène, d'autre part, avait contribué réellement à améliorer les moyens de subsistance de milliers d'agriculteurs et, en même temps, à favoriser des pratiques de nature à limiter au minimum les risques sanitaires. Les bénéficiaires ont accru leur productivité et leurs capacités de prévention des maladies.

■ Les services vétérinaires

Les produits animaux sont parmi les produits alimentaires les plus échangés dans le monde. Selon les évaluations, il est important de s'occuper de la santé des animaux pour protéger les chaînes de valeur et les systèmes alimentaires, en particulier dans les systèmes agricoles où prédominent les petits exploitants. Il ressort d'une évaluation globale des actions menées contre la grippe aviaire en 2010 que, parmi les principaux facteurs ayant limité leur succès, figuraient un manque d'intégration entre les moyens vétérinaires déployés, d'une part, et la production de volailles, la commercialisation, les nécessités vitales et les mécanismes de préparation et d'intervention, d'autre part. Une occasion de mieux intégrer l'action sanitaire et celle du secteur privé a été manquée. Une évaluation des systèmes d'intervention d'urgence a aussi permis d'observer que les professionnels locaux de la santé animale jouaient un rôle important dans la surveillance et la détection précoce à l'échelon local.

■ Les questions environnementales et d'adaptation au climat, notamment la réduction des risques de catastrophe

Les évaluations de l'action climatique ont montré qu'elle améliorait l'accès des habitants des zones très touchées par le changement climatique à une alimentation saine, aux sources d'énergie renouvelable, aux logements sociaux et à l'eau potable, ainsi que leur maîtrise dans ces domaines. Celles des réponses aux catastrophes naturelles passant par un soutien à l'agriculture ont mis en évidence la nécessité de considérer la réduction des risques de catastrophe comme un volet à part entière du développement agricole. Les exploitations et coopératives agricoles sont ainsi mieux préparées à faire face aux catastrophes futures (à « mieux se relever »).

Sécurité alimentaire

5. La complexité des problèmes de sécurité alimentaire impose d'innover localement.

■ Pour assurer la sécurité alimentaire, les évaluations plaident en faveur de solutions innovantes dans les domaines des partenariats, de la mise en évidence de solutions locales, de l'application d'approches participatives avec les habitants pour recenser ces solutions, et de l'expérimentation de nouvelles idées comme les allocations monétaires inconditionnelles transférées à l'aide d'outils de télécommunication. Cet enseignement est particulièrement important étant donné les perturbations provoquées par les mesures de confinement et de restriction des déplacements des personnes et des biens.

■ **Partenariats avec le secteur privé, les universités, les pouvoirs publics et les banques**

Un fonds de recherche sur la sécurité alimentaire a constaté que l'adoption et la commercialisation des innovations étaient importantes lorsque l'on faisait participer les acteurs privés de petite taille à leur expérimentation. Il a recommandé de déployer à plus grande échelle les pratiques agricoles innovantes qui catalysent un changement systémique, par exemple la combinaison de transferts de technologies et d'initiatives axées sur le changement politique et social. Dans la lutte contre l'épidémie d'Ébola, divers éléments ont amélioré les résultats : la flexibilité, la diversité et l'agilité dans les partenariats ; la mise en place de partenariats nouveaux et non traditionnels, en particulier avec les acteurs de la santé et de la coopération ; et l'établissement de nouveaux partenariats privés avec les fournisseurs de services logistiques et de communication.

Il est aussi ressorti d'une évaluation menée au Liban que le développement des chaînes de production serait plus efficace, rapide et durable si les actions visaient à soutenir tous les acteurs du secteur privé (prestataires potentiels de services et d'activités de commercialisation de meilleure qualité), y compris, le cas échéant, les consommateurs, et non pas seulement les bénéficiaires directs. Selon une évaluation de programmes conçus pour réduire la pauvreté rurale, il faut des partenariats avec les institutions financières. Il a été recommandé de renforcer les liens entre la programmation et la planification des investissements dans l'agriculture nationale, ainsi qu'avec la Banque mondiale et les banques régionales d'investissement. Les services financiers inclusifs fournis aux petits exploitants et entrepreneurs ruraux ont aussi été un facteur de succès en Colombie.

■ **Solutions disponibles localement**

Les innovations relevées sont simples. Par exemple, une université locale a collaboré avec des coopératives agricoles pour déterminer les cultures adaptées à une zone exposée aux typhons. De même, il est avéré que promouvoir la production et la consommation locales de végétaux est aussi une activité essentielle pour assurer la sécurité alimentaire, la résilience et l'auto-provisionnement. En Afrique de l'Ouest, encourager la production de variétés locales a contribué à diversifier l'alimentation, améliorer la nutrition et augmenter les revenus des petits exploitants et des familles rurales.

■ **Solutions à l'initiative de la collectivité**

Les évaluations ont souligné que des solutions à l'initiative de la collectivité étaient nécessaires. Dans un cas où il s'est révélé difficile de promouvoir une agriculture durable au niveau national, une évaluation de la résilience des moyens de subsistance face aux menaces et aux crises a conduit à recommander d'aller au-delà de la consultation à l'échelle de la collectivité en impliquant les institutions dans la planification locale et les processus de riposte.

■ **Transferts monétaires inconditionnels à l'aide d'outils de télécommunication**

D'après les évaluations, les transferts monétaires sont sans équivalent, dans un premier temps, pour répondre aux besoins alimentaires immédiats des plus pauvres et il convient de les utiliser pour associer les personnes à un échelonnement des activités qui facilite la sortie de l'extrême pauvreté. Il est ressorti de l'évaluation d'un projet humanitaire que la mise en place d'un partenariat avec des institutions bancaires nationales destiné à fournir des moyens de télécommunication à des réfugiés syriens en Jordanie avait eu un résultat positif. Grâce à la programmation, les files d'attente devant les centres de distribution de nourriture ont été éliminées.

Coalition **MONDIALE** d'évaluation de la réponse à la **COVID-19**

LEÇONS TIRÉES DE L'ÉVALUATION

1

Avertissement

Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles de l'OCDE ou de ses pays membres ou des participants de la Coalition mondiale d'évaluation de la réponse à la COVID-19. Le document *Leçons tirées de l'évaluation* est une synthèse des conclusions d'évaluations publiées par les membres de la Coalition mondiale d'évaluation de la réponse à la COVID-19. Elles n'ont pas de valeur prescriptive et doivent être analysées à la lumière du contexte, du pays, du secteur ou du domaine concernés. Les contributeurs ne garantissent pas l'exactitude des données et déclinent toute responsabilité quant aux conséquences de leur utilisation.

Ce document repose sur des évaluations de...

 Australian Government	 Global Affairs Canada Affaires mondiales Canada	 International Development Research Centre Centre de recherches pour le développement international Canada
 MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF DENMARK Danida	 Food and Agriculture Organization of the United Nations	 Independent Office of Evaluation IFAD Investing in rural people
 Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale	 Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands	 WFP World Food Programme

Références de l'évaluation

[Sommet mondial de l'alimentation de 1996, Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale.](#)
[Evaluation of FAO's Contribution to Integrated Natural Resource Management for Sustainable Agriculture.](#)
[Evaluation of FAO's Contribution to Building Resilience to El Niño-induced Drought in Southern Africa.](#)
[Evaluation of FAO's Work on the Highly Pathogenic Avian Influenza.](#)
[Evaluation of FAO Strategic Objective 1: Contribute to the Eradication of Hunger, Food Insecurity and Malnutrition.](#)
[Evaluation of the project: Agricultural Market Information Systems Globally and in Selected Countries \(Bangladesh, India and Nigeria\) Using Innovative Methods and Digital Technology.](#)
[Evaluation of FAO's Contributions to the Reduction of Rural Poverty.](#)
[Evaluation of the Strategy and Vision for FAO's Work in Nutrition.](#)
[Evaluation of Work on Gender.](#)
[IFAD Country Strategy and Programme Evaluation in Sierra Leone.](#)
[Corporate-level Evaluation on IFAD's Engagement in Pro-poor Value Chain Development.](#)
[IFAD Evaluation Synthesis on Gender Equality and Women's Empowerment.](#)
[Evaluation of the Gender Policy \(2015-2020\).](#)
[Evaluation of WFP Policies on Humanitarian Principles and Access in Humanitarian Contexts.](#)
[Evaluation of the WFP Humanitarian Protection Policy.](#)

...

Références de l'évaluation

[Strategic Evaluation of Funding WFP's Work](#)

[Strategic Evaluation of WFP's Capacity to Respond to Emergencies](#)

[Strategic Evaluation of WFP Support for Enhanced Resilience](#)

[Key Lessons from WFP and Partner Engagement in the Ebola Crisis.](#)

[2016 WFP Food Assistance to El Nino Affected Populations in Papua New Guinea.](#)

[Inter-Agency Humanitarian Evaluation of the Drought Response in Ethiopia 2015-2018.](#)

[Evaluation of WFP's Corporate Emergency Response in Northeast Nigeria \(2016-2018\).](#)

[Corporate Emergency Evaluation of the WFP Regional Response to the Syrian Crisis \(January 2015-March 2018\).](#)

[Synthesis of WFP's Country Portfolio Evaluations in Africa.](#)

[Évaluation du Fonds canadien de recherche sur la sécurité alimentaire internationale 2016 \(FCRSAI\).](#)

[2016 Evaluation of Cultivate Africa's Future Fund \(CultiAF\).](#)

[2018 Lessons Learned Synthesis Paper on Gender Integration and the Canadian International Food Security Research Fund.](#)

[2018 ODI Synthesis of the CIFSRF's Contribution to Improved Nutrition.](#)

[2018 ODI synthesis of the CIFSRF's Contribution to Generating Income.](#)

[2018 ODI Synthesis of the CIFSRF's Contribution to Sustainable Increases in Productivity.](#)

[2019 Climate Change Program External Evaluation.](#)

[2016 Transforming Gender and Food Security in the Global South.](#)

[2017 CultiAF gender outcome stories.](#)

[Contributions to End Global Hunger: A Synthesis of the Canadian International Food Security Research Fund \(CIFSRF\) 2009-2018.](#)

[Contributions to End Global Hunger: By the Canadian International Food Security Research Fund 2009-2018: In Brief.](#)

[2018 Leveraging Nutrition Outcomes in Schools: A Synthesis of School Feeding, School Gardening, and Nutrition Education Experiences.](#)

[2019 Scaling Up Innovations in Smallholder Agriculture: Lessons from the Canadian International Food Security Research Fund.](#)

[2019 Research and Scaling Up Nutritionally Sensitive Agriculture and Food Security Innovations: Highlights from the Canadian International Food Security Research Fund.](#)

[2019 Integrating Nutrition Outcomes into Agriculture Development for Impact at Scale: Highlights from the Canadian International Food Security Research Fund.](#)

[IOB 2017. Food for Thought: Review of Dutch Food Security Policy \(2012-2016\).](#)

[IOB 2017. Impact Study. Bangladesh, 2014-2016.](#)

[Évaluation de l'aide à la reconstruction en cas de catastrophe naturelle aux Philippines 2013-14 to 2018-19.](#)

Affaires mondiales Canada, Evaluation of Humanitarian Assistance, 2020 (à paraître).

[Rapport final : Évaluation de l'Initiative sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants 2010-2011 à 2017-2018.](#)

[Évaluation de la programmation de l'aide internationale au Sénégal, 2012-13 à 2017-18.](#)

[Évaluation du programme-pays pour le Honduras, de 2010-2011 à 2016-2017.](#)

[Évaluation du programme d'aide internationale en Colombie, de 2011-2012 à 2017-2018.](#)

Affaires mondiales Canada, Evaluation of International Assistance Programming in Democratic Republic of the Congo from 2012-2013 to 2018-2019, 2020 (à paraître).

[2017 Italy's Independent Evaluation of Three Agricultural Projects in Lebanon.](#)

Illustration de la Terre : ©vecteezy.com